

[Texte]

Mr. Dubé: You would then be re-opening the act.

Mr. Marshall: All right, let us re-open the act.

Mr. Dubé: There are still close to one million veterans in the country. You would be launching something like a five billion dollar program and be in competition with my colleague, Mr. Andras, who is very busy with housing at the present time. I do not think it would be very realistic to revive the Veterans' Land Act program at this stage of the game.

Mr. Marshall: In some areas you are co-related with the Department of National Health and Welfare. I just say that there are veterans who cannot afford a home. They are getting war veterans allowance or small pensions, are disabled and do not have the down payment for a home. There are good programs. Section 16 of the National Housing Act is an excellent one but there are still people who cannot take advantage of it. A lot of these people are veterans.

Mr. Dubé: That could be true. We are offering a program at the present time but it is nearing its end. Personally I do not believe we could convince this government or any government to revise the Veterans' Land Act at this stage of the game.

Mr. Marshall: I will follow it up further through some other areas. In the district offices a couple of years ago there was a move to decrease staffs because of the lack of funds. What is the situation now? Have there been any appeals from district offices that they need more staff?

• 1015

Mr. Dubé: No, not to my knowledge. What took place a couple of years ago is that not only this department but all departments were asked to stop inflating the number of its employees and we did some reduction but we mostly increased the efficiency of all our districts. The information I have is that it is working much better now. It is leaner, more efficient, doing a better job with fewer people. But to answer your question directly, no, there is no intention to further reduce the number of employees.

Mr. Marshall: I will pass for now, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Badanai.

Mr. Badanai: Thank you, Mr. Chairman. While we are on vote 1, I presume that I can submit a question related to services for Canadian veterans living in Britain. I have been asked by a former constituent of mine who retired five years ago and is now living in Brighton. He is the recipient of a DVA pension who claims that the DVA office in London is being closed and he is worried about where to turn for a medical examination by a medical board, which is usually established I think in London, to take care of retired Canadian veterans. If this is closed, what other provisions are being made to take care of Canadian veterans in Britain? I understand there are about 5,000 Canadian veterans living in Brighton who are mostly retired from the first and second world wars.

[Interprétation]

M. Dubé: Ce serait rouvrir à nouveau le programme.

M. Marshall: Très bien, rouvrons-le.

M. Dubé: Il y a encore au Canada près d'un million d'anciens combattants. Ce serait lancer un programme qui s'éleverait à près de 5 milliards de dollars et qui entrerait en concurrence avec mon collègue, M. Andras, qui est très occupé avec le logement en ce moment. Je ne crois pas qu'il serait très réaliste de raviver le programme, mais en vertu de la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en ce moment.

M. Marshall: Dans certains domaines, vous agissez de concert avec le ministère de la Santé nationale et du Bien-Être social. Je dis tout simplement qu'il y a des anciens combattants qui ne peuvent se payer un foyer. Ils touchent des allocations d'anciens combattants ou de petites pensions, ils sont handicapés et n'ont pas l'argent qu'il faut pour effectuer sur l'achat d'une maison le paiement initial. Il existe de bons programmes. L'article 16 de la Loi nationale sur le logement en constitue un excellent, mais il y a encore des gens qui ne peuvent s'en prévaloir. Nombre d'entre eux sont des anciens combattants.

M. Dubé: Peut-être que si. Nous offrons actuellement un programme, mais il approche de sa fin. Je ne crois pas, quant à moi, que nous puissions persuader le présent gouvernement ou quelque gouvernement qu'il soit à propos de revoir la Loi sur les terres destinées aux anciens combattants en ce moment.

M. Marshall: Je vais essayer de poursuivre dans d'autres domaines. Dans les bureaux régionaux, il y a deux ans, on voulait réduire le personnel, parce qu'on manquait de fonds. Quelle est maintenant la situation? Les bureaux régionaux en ont-ils appelé parce que effectivement ils manquaient de personnel?

M. Dubé: Non, pas à ma connaissance. Ce qui s'est produit, il y a environ 2 ans, c'est qu'on a demandé non seulement à notre ministère, mais à tous les ministères de cesser d'augmenter le nombre de leurs employés et nous avons effectué certaines réductions de notre effectif, mais nous avons surtout augmenté l'efficacité de tous nos services. D'après les renseignements qui m'ont été communiqués, ils fonctionnent bien mieux actuellement. Le personnel est plus réduit, plus efficace et fait du meilleur travail qu'auparavant. Mais en réponse à votre question, je dirai que nous n'avons pas l'intention de licencier d'autres employés.

M. Marshall: Je m'abstiens pour l'instant, monsieur le président.

Le président: Monsieur Badanai.

M. Badanai: Merci, monsieur le président. Puisque nous discutons le crédit 1, je suppose que je peux poser une question relative aux services s'occupant des anciens combattants canadiens qui vivent en Grande-Bretagne. Un de mes anciens électeurs qui a pris sa retraite, il y a 5 ans et qui vit actuellement à Brighton m'a posé la question. Il touche une pension octroyée par le ministère des Affaires des anciens combattants qui prétend que son bureau de Londres est sur le point d'être fermé et il ne sait pas à qui s'adresser pour passer un examen médical, ce qui est habituellement accompli par une commission médicale établie, je crois, à Londres et qui s'occupe des anciens combattants canadiens à la retraite. Si la fermeture de ce bureau est effective, quelles autres mesures sont prises pour s'occuper des anciens combattants canadiens vivant en